

told last year that the Territory was to cost £300,000, but he found that the Government had sent out orders through the militia with a view to take possession of this Territory.

Hon. Sir George-É. Cartier said that the item did not at all go for military purposes, it was merely for opening communication. The Red River question was too large to come up at the present time.

Mr. Masson said if no part of the sum was to be employed for military purposes there could be no objection to accepting his amendment. The intention of the Government was to send a military force. He had twice offered his services against the Fenians, but he could not permit the Government to go and raise an army to take possession of a country with which they had nothing to do. The people of the North-West ought to be put on the same terms as the people of Newfoundland or Prince Edward's Island. They had no idea of compelling those Provinces to enter the Union by force of arms; and a different rule ought not to be followed in the case of the North-West. If they sent a soldier to that Territory there would be a war of Catholics and Protestants. (No, no.) There would be a war between nation and nation, and race and race. (No, no.) And the first shot that would be fired there would lose us the Territory. (No.) He was well convinced of that. He spoke from conviction, and a sense of duty he owed to his constituency. He thought that a peaceful policy would settle all difficulties with less expense and greater satisfaction to the country.

Mr. Mackenzie—No, no, (hear).

Mr. Masson said that a war there would end in a war with the United States. That was his opinion, but he might be mistaken. It would be satisfactory to no part of the country, for he did not believe that there would be a single man that would offer to go and take possession of a country where they had no position at all. No, it was for the Imperial Government to give them peaceful possession of that territory, and when they had it in peaceful possession he was willing, old as he was, to go and defend it.

Hon. Sir John A. Macdonald said that it was quite clear that the resolution went much further than Mr. Masson had gone in his speech. He stated that if this vote did not go for any military expenditure he would have no objection to its passing, but it went much further, for it related to the general revenue of the Dominion. The hon. gentleman's speech and resolutions did not agree—his motion meant one thing and his words another. It was too

[Mr. Masson—M. Masson.]

dernière, on leur avait dit que le Territoire coûterait 300,000 livres sterling, mais il a su que le Gouvernement avait transmis des ordres à la Milice dans le but de prendre possession du dit Territoire.

L'honorable sir George-É. Cartier dit que le crédit n'est pas destiné à des fins militaires, mais seulement à établir une voie de communication. L'affaire de la Rivière Rouge est un sujet trop vaste pour être abordé maintenant.

M. Masson dit que si aucune fraction de cette somme ne doit être employée à des fins militaires, il n'existe alors aucune raison de s'objecter à son amendement. Le Gouvernement avait l'intention d'envoyer des forces militaires. Il a offert ses services à deux reprises contre les Fenians, mais il ne peut pas accepter que le Gouvernement lève une armée dans le but de prendre possession d'un pays avec lequel il n'a aucune relation. La population du Nord-Ouest devrait être traitée de la même façon que celle de Terre-Neuve ou de l'Île du Prince-Édouard. Le Gouvernement ne penserait pas à obliger ces provinces à adhérer à l'Union par la force, et il ne devrait pas adopter une politique différente à l'endroit du Nord-Ouest. S'il envoie des soldats dans ce Territoire, il y aura une guerre entre catholiques et protestants. (Non, non!) Il y aura une guerre entre deux nations et entre deux races. (Non, non!) Et nous perdrons le Territoire au premier coup de fusil. (Non!) Il en est tout à fait convaincu. Il parle par conviction et par devoir envers sa circonscription. Il pense qu'une politique de paix réglerait toutes les difficultés à moindre coût et à l'avantage du pays.

M. Mackenzie—Non, non! (Bravo!)

M. Masson dit qu'une guerre dans cette région dégénérerait en une guerre contre les États-Unis. C'est son opinion, mais il peut faire erreur. Cette situation ne serait à l'avantage d'aucune partie du pays, car il ne croit pas qu'un seul homme serait prêt à aller prendre possession d'un pays où nous ne possédons aucun intérêt. Non, c'est au Gouvernement impérial de leur donner ce Territoire par des moyens pacifiques, et lorsque ce sera fait, il sera prêt, malgré son âge, à aller le défendre.

L'honorable sir John A. Macdonald dit qu'il est clair que la portée de la résolution dépasse ce que M. Masson en dit dans son discours. Il affirme que, si ce crédit n'autorise aucune dépense militaire, il ne s'objecte pas à son adoption, mais que la portée de cette proposition est beaucoup plus grande puisqu'elle touche le revenu général de la Puissance. Le discours et les résolutions du député ne concordent pas, sa motion exprimant une chose et ses